

Groupes de niveau & évaluations nationales :

une même logique de tri social !



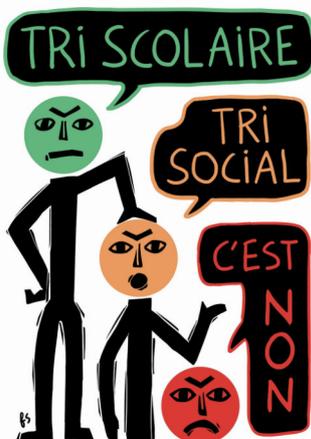
Grâce à la mobilisation des personnels et des parents, plusieurs mesures du Choc des Savoirs ont été mises en suspens néanmoins les personnels se voient imposer en cette rentrée 2024 deux mesures phares de la politique de tri social du ministère de l'Éducation nationale : l'organisation en groupe en 6e et en 5e et la généralisation des évaluations nationales.



Les groupes en 6e et 5e = la généralisation du pire de la réforme du lycée

On dirait que le ministère ignore tout de la vie d'un collègue et du travail de ses personnels. La plupart des équipes ont choisi d'atténuer la réforme en créant des groupes hétérogènes. Même si la réforme est vidée de son sens, elle conserve ses effets délétères pour le service public d'éducation :

- la **casse du groupe classe** déroute les élèves,
- les enseignant·es de français et de mathématiques ont davantage de **difficultés à construire la relation pédagogique** nécessaire aux apprentissages et à suivre leurs élèves,
- les **équipes pédagogiques sont cassées** et les enseignant·es d'une même classe ont davantage de difficultés à travailler ensemble,
- les heures en barrette constituent une **pression sur les emplois du temps** de toutes.



Ce que l'on a déjà gagné par la mobilisation des personnels et des parents :

- un report de l'application des nouveaux programmes de français et de mathématiques,
- l'abandon du projet de sélection à l'entrée de la classe de seconde et de généralisation des classes de prépa-seconde,
- de ne pas trier les élèves dans des groupes selon leur niveau : les équipes ont le droit de constituer des groupes hétérogènes.

Néanmoins, ce n'est pas suffisant, il faut continuer à se mobiliser pour gagner l'abrogation de toutes les mesures Choc des savoirs !

En grève le 10 septembre !



Les évaluations nationales standardisées = une conception libérale de l'école !

Les évaluations nationales sont unanimement décriées depuis leur mise en place par Blanquer en classes de CP, CE1, 6e et 2nde. Le ministère veut à présent les généraliser à tous les niveaux du CP à la 2nde. Elles seront obligatoires en élémentaire, en 6e, et en 4e et en 2nde, et facultatives en 5e et en 3e, faute de moyens dans les collèges pour les imposer à tous les niveaux dès 2024.

SUD éducation appelle les personnels à refuser collectivement de faire passer les évaluations nationales dans les écoles, les collèges et les lycées car :

- elles ne répondent pas aux besoins des élèves et elles ne reflètent pas leur niveau,
- elles créent des situations inutiles et potentiellement stressantes pour les élèves,
- elles nient l'hétérogénéité des rythmes des élèves et la logique des cycles,
- elles nient la liberté pédagogique des enseignant-es et les transforment en exécutant-es,
- à terme, le ministère prévoit qu'elles deviennent un outil d'évaluation des politiques éducatives, de pilotage et d'attribution des moyens !

Les groupes, de niveau vont de pair avec les évaluations nationales ou encore avec Parcoursup : il s'agit de faire peser une forte pression à l'évaluation et à la sélection sur les élèves. On sait que ce sont les élèves les plus fragiles qui pâtissent le plus de cette politique éducative de la mise en concurrence et du tri social. Avec ces mesures, le ministère de l'Éducation nationale discréditent les enseignant-es et nient leurs compétences, leur expertise professionnelle et leur liberté pédagogique : les enseignant-es sont des exécutant-es : le ministère veut qu'ils appliquent des méthodes labellisées, qu'ils fassent passer des évaluations standardisées, qu'importe les besoins des élèves et sans construire de lien pédagogique avec les élèves. Dans le projet d'Attal, à terme, les évaluations nationales devraient permettre de trier les élèves dans des groupes.

On continue la mobilisation, pour l'abrogation de toutes les mesures Choc des Savoirs et pour gagner un Choc des Moyens pour le service public d'éducation !

SUD éducation appelle les personnels :

- à se réunir en AG, HIS, HMI pour décider collectivement de boycotter les évaluations nationales,
- à se mettre en grève le 10 septembre contre les évaluations nationales, contre le Choc des Savoirs et pour un Choc des moyens pour l'école publique !

